

PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées*

Décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Défrichement de 9.66 ha pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de LA TIEULE (48)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2016 002071 relative au projet référencé ci-après :

- Défrichement de 9.66 ha pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de LA TIEULE (48) déposé par La Compagnie du Soleil 36,
- reçu le 12/07/2016 et considéré complet le 26/07/2016 ;

Vu l'arrêté N° R76-2016-01-04-008, en date du 4 janvier 2016 du préfet de région du Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 28/07/2016 ;

Vu l'avis du commissariat de massif du 26/07/2016 ;

Considérant que le projet porte sur 9,66 ha ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichement soumis à autorisation au titre de l'article L311-2 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare et inférieure à 25 hectares ;

Considérant que le projet impliquant ce défrichement est lui-même soumis à la réalisation d'une étude d'impact systématique au titre de la rubrique 26° « ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que l'étude d'impact nécessaire au dossier de demande d'autorisation du projet de parc doit prendre en compte l'ensemble des effets directs et indirects de celui-ci, y compris les effets du défrichement ;

Considérant que l'étude d'impact du projet devrait être jointe au dossier de demande de défrichement et les conclusions de cette étude prises en compte dans l'autorisation de défrichement (si tel est le cas) ;

Considérant que les mesures nécessaires à la protection de l'environnement devraient être intégrées dans cette autorisation et être mises en œuvre dès la phase de défrichement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de défrichement de 9.66 ha pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de LA TIEULE (48) objet de la demande n°2016002071 doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL.

L'Adjoint au chef

Fait à Montpellier, le 01 AOUT 2016

Pour le Préfet de région et par délégation,

Frédéric DENTAND

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région
DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B

92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV
B.P. 7007

31068 Toulouse Cedex 07

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)